



Déclaration liminaire de la FSU

CHSCT D 62

Vendredi 4 février 2022

Monsieur le Président du CHSCT

Depuis plusieurs mois, la FSU n'a cessé d'exprimer ses craintes et critiques au sujet des allègements successifs du protocole sanitaire, et de la fin de la fermeture automatique des classes des écoles dès le premier cas positif, à un moment où les données concernant les contagions chez les 6-10 ans entre-autres, étaient alarmantes. Et que dire de l'abandon de toute fermeture de classe dans le 2nd degré alors que les taux d'incidence y dépassaient largement la barre des 8.000 dans le Pas-de-Calais ?

Si le nombre de classes fermées a baissé, alors que le nombre d'élèves positifs n'a cessé d'augmenter, c'est bien par le fait de choix politiques et non sanitaires ! Choix qui ont amené un surcroît de difficultés pour les personnels présents dans les structures.

Mais tout ça n'était rien à côté du chaos de la rentrée de janvier, en pleine vague Omicron et sous un nouveau protocole, que tout le monde appelle désormais le protocole « Ibiza ». L'école est ouverte, mais parfois sans élèves à l'intérieur, et souvent sans personnels. Des centaines de classes sont actuellement fermées dans le 1er degré à cause, non pas du covid, mais du manque flagrant de remplaçants. Outre le fait que certains brassages d'élèves entre classes voire niveaux, soient imposés par ce manque. Sans oublier qu'il est parfois demandé aux AESH de prendre en charge les classes en remplacement des enseignants absents.

Le ministre Blanquer, dont la communication a souvent reposé sur le déni de la réalité voire son « travestissement », se heurte aux explosions de cas positifs chez les élèves comme chez les personnels. Il est devenu impossible de faire le travail de recherche de cas contacts, impossible de compléter assidument les déclarations de cas et contacts tant les personnels des écoles, et dans les collèges et les lycées, les personnels de vie scolaire, de santé et de direction, sont submergés par les appels des familles et leurs questionnements face à des règles qui n'ont cessé de changer: 3 fois en 10 jours ! Les mobilisations de ce mois de janvier ont été l'occasion d'exprimer la colère des personnels devant la désinvolture et le mépris du ministre Blanquer qui a toujours refusé de tirer les conséquences de la crise sanitaire, tant du point de vue de la sécurité des élèves et des personnels que du point de vue de la scolarité.

De ce point de vue, les annonces gouvernementales faites le 13 janvier au soir restent pour une part insuffisantes, et pour l'autre, vagues. Le risque aérosol, connu depuis un an et demi environ, n'est pas pris en compte. Quand toute l'Europe se met à porter des masques FFP2, le ministère distribue des masques chirurgicaux...

Quant aux capteurs de CO2, on en trouve ici et là mais en nombre toujours bien insuffisant. Seulement 6% des classes du département en étaient équipées en décembre dernier, soit 1 an et demi après le début de la crise. À l'heure qu'il est, seuls 5% des collèges et 12% des écoles du département en sont dotés... Quel manque de volontarisme !

Mais la crise sanitaire est aussi le révélateur du sous-investissement récurrent depuis plusieurs décennies dans le service public d'éducation. Le manque de personnels enseignants, de vie scolaire, de santé et bien sûr d'AESH devient encore plus criant. Et cela concerne bien la santé et les conditions de travail des personnels.

La FSU réitère donc sa demande d'un collectif budgétaire de nature à permettre d'abonder les moyens pour le service public d'éducation, assurer la présence d'équipes pluri-professionnelles et réduire les effectifs par classe partout où les problèmes sont particulièrement aigus.

D'une part, l'urgence appelle des réponses rapides et nos collègues, dont certains continuent de se mobiliser pour obtenir d'autres conditions de travail, attendent des solutions concrètes pour l'accompagnement de tous les jeunes dans leur scolarité.

D'autre part, l'INSERM, le CNRS et l'Institut Pasteur - à l'instar de centres de recherche internationaux comme de l'OMS - alertent sur le fait que la pandémie « puisse perdurer » sous l'effet de possibles nouveaux variants engendrés par l'ampleur des contaminations actuelles. Une politique concrète de prévention implique qu'un moratoire soit décrété quant aux suppressions de postes programmées pour la rentrée prochaine « et en même temps » que des postes supplémentaires soient ouverts dans les concours pour ne pas mettre en péril une année scolaire de plus !

La FSU dénonce depuis le début de la crise sanitaire il y a maintenant 2 ans et 3 années scolaires, le manque d'ambition du Ministère et du gouvernement en place, pour l'Enseignement public.